

PRÉFET DE LA VENDÉE

Préfecture
Direction des relations
avec les collectivités territoriales
et des affaires juridiques
Pôle environnement

La Roche-sur-Yon, le 7 février 2017

Section des installations classées (ICPE)

Dossier suivi par
Géraldine DURANTON
Tel : 02 51 36 71 70
Fax : 02 51 36 70 55
geraldine.duranton@vendee.gouv.fr

Dossier n° 89/0068
Référence à rappeler : n° 2016/0250

Monsieur,

Par arrêté du 9 mars 2016, je vous avais mis en demeure de respecter les dispositions applicables aux installations que vous exploitez à La-Roche-sur-Yon.

Lors d'une visite de contrôle de votre site, l'inspecteur des installations classées a constaté :

- la présence de l'affichage réglementaire sur les cuves de traitement de surfaces,
- la mise en rétention de ces cuves,
- la présence de dispositifs visuels permettant de constater une éventuelle fuite.

En conséquence, les prescriptions de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 sont respectées ; la mise en demeure peut être levée.

Je vous signale que conformément à l'article L.514-6 du code de l'environnement, cette décision peut être déférée au tribunal administratif de Nantes (6, allée de l'Île Gloriette - 44041 Nantes Cedex 01). Le délai de recours est de deux mois à partir de la date de la notification de la décision.

Toutefois, j'attire votre attention sur l'*affichage* visuel mis en place au niveau des cuves de traitement de surface : il ne peut être considéré comme le « déclencheur d'alarme en point bas » selon les termes de l'article 6.I alinéa 3 de l'arrêté précité.

Il conviendra donc de mettre en place, dans les plus brefs délais, des dispositifs adaptés.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Préfet
Pour le Préfet, le chef de pôle,



Cyrille GARDAN

Monsieur le président directeur général de la S.A.S. SAMSIC II
Rue Watt - ZI Belle-Place
85000 LA ROCHE-SUR-YON

Copie au maire de LA ROCHE-SUR-YON et à l'UD-DREAL